



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 16 janvier 2023

Régional

❖ L'Institut monétaire de l'Afrique de l'Est serait créé en 2023

Le Secrétaire général de la CAE a déclaré début janvier que l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Est (EAMI) - la future Banque centrale de la CAE – serait créé courant 2023, constituant une étape clé dans le processus de déploiement de la monnaie unique. Pour rappel, la mise en œuvre de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Est (UMAÉ), troisième pilier de la CAE, avait été reportée en 2031 car les pays membres n'avaient pas atteint tous les critères de convergence monétaire. La création de l'EAMI devrait donc permettre l'harmonisation des politiques monétaires des États membres, renforçant ainsi l'intégration régionale. En septembre 2022, selon les statistiques du secrétariat de la CAE, le commerce intrarégional s'élevait à 10,2 Mds USD, grâce à l'assouplissement des restrictions liées au Covid-19 dans la région et la bonne volonté politique des chefs d'État de la CAE. En effet, deux ans après l'arrivée au pouvoir de la présidente Samia Suluhu, les relations entre la Tanzanie et le Kenya se sont réchauffées et le commerce entre Dar es Salaam et Nairobi a franchi pour la première fois la barre des 800 MUSD.

🌐 Burundi

Pas de brève cette semaine

🌐 Comores

Pas de brève cette semaine

🌐 Djibouti

Prêt de 15 MUSD de l'AID pour un accès élargi au logement abordable à Djibouti

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 15 MUSD de l'Association internationale de développement (AID) afin d'élargir l'accès au logement abordable à Djibouti. Le projet vise à développer le marché du crédit immobilier au profit des ménages modestes (i) en étendant le champ d'application d'un fonds de garantie partielle existant aux prêts à l'habitat, (ii) en soutenant l'offre de microfinancements et (iii) en convertissant les contrats de location-accession en prêts hypothécaires. Djibouti connaît un déficit important de logements évalué aujourd'hui à 30 000 unités (pour une population de moins d'1 M de personnes). Ce problème devrait s'amplifier au cours des prochaines années en raison notamment de la croissance démographique (1,4% sans prendre en compte la hausse du nombre de migrants et réfugiés s'implantant à Djibouti, pays de passage) et l'essor de l'urbanisation

(taux d'urbanisation atteignant plus de 78% selon la Banque mondiale).

🌐 Ethiopie

Signature de deux accords d'appui à la reconstruction en marge de la visite de Catherine Colonna à Addis-Abeba (13 janv. 2023)

Lors de sa visite en Ethiopie avec son homologue allemande Mme Annalena Baerbock, Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a signé deux conventions de dons de l'Agence française de développement (AFD). Ces accords concernent deux projets de réhabilitation d'infrastructures électriques dans le nord de l'Éthiopie et d'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Ils répondent aux besoins exprimés par les autorités locales et bénéficieront à 12 millions d'Éthiopiens dans les trois régions touchées par le conflit : Amhara, Tigré et Afar. Le premier projet (10 MEUR) concerne la fourniture d'équipements électriques tels que les transformateurs et les lignes à haute tension. Le deuxième projet (32 MEUR), financé conjointement avec l'UE, vise à améliorer la sécurité alimentaire du pays. A court terme, l'objectif est de soutenir la relance agricole par la distribution de semences, de bétail et de matériel dans l'Amhara, le Tigré et l'Afar. Il bénéficiera à 400 000 agriculteurs, dont des agricultrices victimes du conflit. À plus long terme, la deuxième phase du projet améliorera la structure de l'industrie des engrais en Éthiopie afin d'augmenter la production agricole nationale.

Hausse des revenus d'Ethio Telecom au S1 2022/2023

Ethio Telecom (ET) aurait généré un total de 33,8 Mds ETB (628 MUSD) de recettes au premier semestre de l'année fiscale 2022/2023, soit une hausse de 20 % par rapport aux revenus de l'année précédente sur la même période. Malgré la récente ouverture du marché des télécoms consacrée par le lancement des opérations de *Safaricom Ethiopia* dès début septembre 2022, l'opérateur historique, ET, a vu son nombre total d'abonnés augmenter au premier semestre (70 M, + 15 %). La reprise, maintenant assez large, des services publics dans les zones dévastées par le conflit au Tigré devrait confirmer cette tendance à la hausse dès le deuxième semestre 2023. Les services de voix mobile seraient la principale source de revenus pour l'opérateur (47 %) suivis des données et de l'Internet (28 %). L'accord reliant *Ethio Telecom* à *Safaricom Ethiopia* pour le partage d'une partie des infrastructures de l'opérateur public aurait permis à ce dernier de générer 743,6 METB (13,8 MUSD) ce semestre.

Kenya

Le Président Ruto souhaite augmenter les envois de fonds de la diaspora à 7,4 Mds USD

Le président Ruto a récemment révélé son intention de doubler les envois de fonds de la diaspora, de 3,2 Mds USD en novembre 2022, à environ 7,4 Mds USD. Le président entend, grâce au ministère des Affaires étrangères et de la Diaspora, aider les kényans qualifiés dans leur recherche d'emplois à l'international afin d'augmenter

le montant des transferts de fonds. Au cours des trois dernières années, les rémittances à destination du Kenya ont augmenté d'environ 30 %, grâce à : i) une hausse des envois en provenance d'Amérique du Nord ; ii) la dépréciation du shilling par rapport au dollar ; et iii) l'essor du *mobile money*. En effet, selon une enquête de la Banque centrale du Kenya, les coûts d'envoi via des fournisseurs de services (*mobile money*, banques, entreprises de transfert d'argent) seraient de l'ordre de 4-5 % de la valeur transférée, contre 30 % pour les sociétés de messagerie (G4S, Posta Kenya, DHL, etc.). Ces envois de devises par la diaspora constituent une des sources principales d'alimentation du stock de réserves étrangères, essentielles pour les importations et les paiements du service de la dette extérieure. Cet objectif ambitieux de la nouvelle administration intervient alors qu'une enquête d'octobre 2022 par la société *WorldRemit* indique que 19 % des kényans travaillant à l'étranger, principalement aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie, étaient contraints de prendre des emplois secondaires pour maintenir le montant de leurs envois de fonds.

La capacité électrique installée du Kenya dépasse le seuil de 3 GW

Selon les dernières données de l'*Energy and Petroleum Regulatory Authority* (EPRA), la capacité installée du Kenya est passée de 2972 MW en juin 2021 à 3074 MW en juin 2022. Cette augmentation est due à la mise en fonctionnement de quatre centrales. Il s'agit de l'unité 6 d'Olkaria I (86 MW), et des centrales solaires de Cedate (40 MW), Selenkei Solar (40 MW) dans le comté d'Uasin Gishu et Malindi Solar (40 MW). La capacité installée d'électricité d'origine

thermique a elle diminué, passant de 748,7 MW en juin 2021 à 646,3 MW en juin 2022 suite au retrait de *Tsavo Power* dont le contrat d'achat d'électricité a expiré en septembre 2021. Cette augmentation de capacité est un signal positif alors que la demande d'électricité au Kenya n'a cessé d'augmenter ces dernières années. La demande de pointe notamment a augmenté de 3,1% en moyenne chaque année, atteignant un niveau record de 2 056,67 MW en juin 2022. Quant aux capacités électriques renouvelables, elles ont atteint 78,2% des capacités totales, mais ont contribué à 84,3% de la production d'électricité au cours de l'exercice 2021/2022.

Le secteur agricole contribuerait à moins de 20 % de la croissance

Les données du rapport sur le PIB du 3ème trimestre publié par le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) évaluent la contribution de l'agriculture au PIB à 19,9 %, contre 23,4 % au trimestre précédent. La part du secteur dans le PIB s'est réduite de 0,7 %, 1,4 % et 0,6 % respectivement au cours des trois premiers trimestres de 2022, marquant une année de déclin depuis septembre 2021. La sécheresse prolongée est à l'origine de ce déclin du secteur économique le plus important du Kenya, dont la production a été très affectée. Les exportations de légumes sont passées de 245 816T en 2021 à 177 292T en 2022. La quantité de céréales exportée en 2022 est quant à elle évaluée à 45 168 T, contre 90 746 T en 2021. Ces mauvais résultats ont toutefois été partiellement compensés par l'amélioration de la production et de l'exportation de fruits, de café et de canne à sucre. Les exportations de fruits, par exemple, auraient augmenté de 15 % entre

2021 et 2022, tandis que celles de café ont progressé de 30 % sur la même période

Madagascar

WeLight lève 19 MEUR pour son projet d'électrification rurale dans 120 villages

WeLight Madagascar, joint-venture entre *Sagemcom*, le groupe local *Axian* et le fonds norvégien *Norfund*, a obtenu un financement de 19 MEUR auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI), de l'*European Development Finance Institution* (ElectriFI) et du fonds hollandais *Triodos Investment Management*. Ce financement vient compléter un apport de 9 MEUR de la part des trois actionnaires sur un investissement total de 28 MEUR. Le projet vise le déploiement de mini-réseaux solaires dans 120 villages additionnels à Madagascar, après le déploiement de mini-réseaux sur une quarantaine de sites depuis 2018. Le projet, qui bénéficiera à près de 250 000 personnes, fait suite à une étude de faisabilité financée par le *Fasep* en 2017.

Maurice

Près d'un million de touristes à Maurice en 2022

Après une longue fermeture des frontières, l'année 2022 a été marquée par le retour des touristes et la reprise d'activité pour toute une filière lourdement éprouvée. Avec près de 997 000 visiteurs accueillis, les autorités et certains acteurs se félicitent de frôler l'ambitieux objectif du million de touristes, équivalant à un recouvrement de 72 % de la

fréquentation de 2019 (1,38 M). La situation reste favorablement orientée pour les premiers mois de 2023, malgré les défis majeurs du manque de la main-d'œuvre dans l'hôtellerie-restauration et de l'insuffisance de l'offre de sièges dans le secteur aérien.

🍷 Ouganda

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé les 2^{ème} et 3^{ème} revues combinées dans le cadre de l'accord *Extended Credit Facility* (ECF)

Cette décision ouvre la voie à un décaissement immédiat de 180,5 MDTs (environ 240 MUSD, portant ainsi à 625 MUSD les décaissements effectués au titre de cet accord, sur 1 Md USD prévu). Le FMI a, en outre, accordé une dérogation à l'atteinte du critère de performance relatif au stock de réserves internationales nettes de la Banque centrale. Selon le FMI, les autorités ougandaises ont réussi à préserver la stabilité macroéconomique et soutenir la reprise post-COVID, malgré une succession de chocs internes et externes. Concernant la performance du programme de réformes, tous les critères quantitatifs sauf un et la plupart des objectifs indicatifs pour mars, juin et septembre 2022 ont été atteints. Concernant les réformes structurelles, outre l'adoption du plan de rationalisation du budget, le FMI relève quelques avancées en faveur d'un renforcement du cadre de gouvernance et de lutte contre la corruption, en particulier les premières mesures relatives à la transparence sur la propriété effective des actifs. Pour mémoire, le programme triennal ECF, approuvé le 28 juin 2021, vise à soutenir la réponse à court

terme face à la crise sanitaire et à stimuler une croissance à long terme plus inclusive, tirée par le secteur privé. Il comporte un certain nombre de réformes, axées sur la création d'un espace budgétaire pour les dépenses sociales prioritaires, la préservation de la soutenabilité de la dette, le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des cadres monétaires et financiers.

🍷 Rwanda

Allègement d'impôt de 27 MUSD dans le cadre d'une réforme fiscale

L'Office Rwandais des Recettes (RRA) a annoncé un allègement d'impôts de 27 MUSD dans le cadre d'une grande réforme fiscale. Outre cet allègement d'impôts, la réforme comprend également un relèvement du plafond du revenu mensuel imposable à 60 USD contre 30 USD fixé en 2005. Selon RRA, il y a 300 000 contribuables rwandais enregistrés dans le pays. Parmi ceux-ci 375 sont considérés comme de gros contribuables et représentent 58% du total des recettes fiscales perçues annuellement. Les contribuables moyens (845) représentent eux 12% du total. Cette réforme intervient alors que les taux d'imposition élevés ont récemment suscité un mécontentement dans le pays.

Un investissement européen de 27,6 MUSD pour la construction du marché de gros de fruits et légumes de Kigali en 2023

Au Rwanda, l'industrie horticole représente une part conséquente du PIB agricole et est

au cœur des attentions. Les pertes post-récoltes dans ce secteur sont évaluées à 40% de la production. C'est dans ce contexte que le Conseil national de développement des exportations agricoles (NAEB) a annoncé le 22 décembre 2022 la construction du marché de gros de Kigali (à visée locale, régionale et internationale) à compter de 2023. Ce projet sera financé par l'UE à hauteur de 27,6 MUSD, un financement qui s'inscrit dans la convention de financement de 67 MUSD signée en octobre 2022 entre le Rwanda et l'UE afin de renforcer la compétitivité et la résilience du secteur agricole sur les trois prochaines années.

🍷 Seychelles

Pas de brève cette semaine

🍷 Somalie

L'État du Puntland annonce son intention d'agir en tant que gouvernement indépendant jusqu'à ce que la Constitution soit adoptée

Dans une déclaration publiée le 9 janvier, l'État autonome du Puntland a annoncé son intention de gérer ses propres affaires en tant que gouvernement indépendant jusqu'à ce que la Constitution somalienne soit achevée et qu'un référendum soit organisé. Le gouvernement de l'État fédéral du nord-est de la Somalie a souligné qu'il continuerait toutefois à participer au processus de construction de l'État en Somalie, notamment à l'achèvement de la Constitution. La déclaration de trois pages indique que la Constitution provisoire de la

Somalie et la Constitution du Puntland permettent à la région de fonctionner de manière indépendante. "Jusqu'à ce que la Constitution fédérale provisoire, dont le Puntland est l'un des cofondateurs, soit achevée et approuvée par un référendum populaire, le Puntland aura un statut indépendant", indique la déclaration.

🍷 Soudan

Baisse de l'inflation et des prix des carburants

Le *Central Bureau of Statistics* a annoncé la baisse du taux d'inflation pour le mois de décembre à 87,31% en glissement annuel, comparé à 88,83% au mois de novembre. Dans le même temps, la livre soudanaise reste stable et son cours oscille autour de 580 SDG pour 1 USD. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé une baisse des prix des carburants qui passent à 506 SDG (0,87 USD) pour l'essence et à 628 SDG (1,08 USD) pour le diesel, soit une baisse de 18% et 16% respectivement.

🍷 Soudan du Sud

Révocation par la Banque centrale des licences des deux banques commerciales privées pour incapacité à répondre aux exigences de capital et activité non conforme

Dans un avis daté du 29 décembre, le gouverneur de la Banque du Sud-Soudan, Johnny Ohisa, a officialisé le retrait, en date du 31 décembre 2022, de la licence des deux

banques privées, *Saint Theresa Rural and Development Bank* et *Southern Rock Bank*, en vertu des dispositions de la loi bancaire de 2012. Selon l'avis, ces deux banques n'ont exercé aucune activité bancaire depuis l'obtention de leur licence opérationnelle en 2016 et 2017 respectivement. Dans un communiqué de presse, le gouverneur a, par ailleurs, précisé, concernant *Southern Rock Bank*, que depuis la délivrance de la licence en janvier 2017, plusieurs efforts ont été faits par la Banque centrale pour relancer la banque à travers le processus de recapitalisation et la recherche de nouveaux investisseurs. Il a également déclaré que ces banques ne se sont pas engagées dans des activités bancaires conventionnelles en République du Soudan du Sud et qu'elles ont agi en dehors de leurs mandats.

Tanzanie

La présidente de Tanzanie inaugure la mise en eau du barrage hydroélectrique Julius Nyerere.

La présidente Samia Suluhu Hassan a fermé fin décembre 2022 la porte d'un tunnel de dérivation destiné au projet d'énergie hydroélectrique Julius Nyerere (JNHPP), donnant par ce geste le coup d'envoi du remplissage en eau d'un barrage construit le long de la basse vallée de la rivière Rufiji, dans les régions de la Côte et de Morogoro. La mise en eau est une étape cruciale avant la mise en service de la centrale hydroélectrique de JNHPP. Son bassin sera capable de retenir 34 mds m³ d'eau grâce à un barrage en béton et en forme d'arc, d'une hauteur de 134 m. Son lac de retenue couvrira 1 200 km² au milieu de la réserve de Selous. L'eau descendant du barrage fera tourner les turbines d'une centrale

électrique d'une capacité 2 115 MW. La présidente a indiqué qu'en plus de transformer la production et la fourniture d'électricité fiable à usage domestique et industriel, le JNHPP aidera à contrôler les inondations de la rivière Rufiji, favorisera le tourisme et contribuera à améliorer la pêche et l'agriculture irriguée.

Un contrat de 2,2 Mds USD attribué à une entreprise chinoise pour construire la dernière section du réseau ferré SGR

La Tanzanie a signé un contrat pour un montant de 2,2 Mds USD avec l'entreprise chinoise *China Civil Engineering Construction Corporation* pour la construction de la dernière section de son réseau ferroviaire à écartement standard (SGR). Le segment à construire reliera Tabora à Kigoma (506 km) au nord-ouest, proche du Burundi. Les travaux devraient s'achever en 2026. Cet axe est un volet du grand projet ferroviaire de 2 561 km en cours de développement depuis 2017. Le tracé de ce réseau est tel qu'il maillera tout le territoire tanzanien en partant du port de Dar es Salam, avec des embranchements prévus vers les pays limitrophes, notamment ceux enclavés comme le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda et la RDC. L'objectif est de faire du pays la plaque tournante des échanges commerciaux dans la partie orientale de l'Afrique. La Tanzanie se pose ainsi en concurrent du Kenya qui ambitionne lui aussi de devenir la porte de sortie de l'Afrique de l'Est. Selon la présidente Samia Suluhu, la mise en opération de ce chemin de fer permettra de réduire à 4 000 USD les coûts de transport entre le port de Dar es Salaam et la République démocratique du Congo pour une tonne de marchandises, contre 6 000 USD actuellement. Le projet influera aussi sur le temps de trajet dès 2027,

qui sera alors de 30 heures au lieu des 30 jours actuels par la route. Avec ce dernier contrat, l'investissement de la Tanzanie dans le SGR s'élève à 10,04 Mds USD.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice,
Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) /
[Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international